

**ASSURANCES HOSPITALIÈRES :
RESPONSABILITÉ CIVILE
ET RISQUES ANNEXES POUR LE COMPTE DE
L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES
(Paris et Woippy)**

- **Lot 1 : Responsabilité civile**
- **Lot 2 : Cybersécurité**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

N°2025_07

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GENERALITES.....	3
1.1 OBJET DU MARCHE.....	3
1.2 TEXTES DE REFERENCE	3
1.3 SOUSCRIPTEUR	3
ARTICLE 2 - INVENTAIRE DES RISQUES.....	4
2.1 PRESENTATION GENERALE DE L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES.....	4
2.2 ADRESSES DES SITES DE L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES	5
2.3 ACTIVITES DE L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES	6
ARTICLE 3 - DEFINITIONS DES GARANTIES	8
3.1 DEFINITIONS AU SENS DE L'ARTICLE L.251-2 DU CODE DES ASSURANCES.....	8
3.2 ETENDUE DES GARANTIES	9
3.3 PERIMETRE DES GARANTIES.....	13
ARTICLE 4 - CYBER RISQUES (LOT 2).....	17
4.1 DEFINITIONS CONTRACTUELLES.....	17
4.2 EVENEMENTS ASSURES.....	19
4.2.1 <i>Atteintes aux informations</i>	19
4.2.2 <i>Atteinte à la protection des données personnelles</i>	19
4.2.3 <i>Espionnage économique</i>	19
4.2.4 <i>Atteinte médiatique</i>	20
4.2.5 <i>Détournement de fonds et tentative d'extorsion de fonds</i>	20
4.2.6 <i>Communication et gestion de crise</i>	20
4.2.7 <i>Perte d'exploitation</i>	20
4.2.8 <i>Frais de notification</i>	20
ARTICLE 5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES	21
5.1 GARANTIES DANS LE TEMPS	21
5.2 CONFIDENTIALITE	21
5.3 LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS	21
5.4 MODIFICATION DU RISQUE	21
5.5 CONDITION DE GARANTIE DANS LE TEMPS	22
ARTICLE 6 - EXCLUSIONS	22
ARTICLE 7 - CHAMPS D'APPLICATION	22
ARTICLE 8 - LISTE DES ANNEXES AU CCTP	22

ARTICLE 1 - GENERALITES

1.1 Objet du marché

Conformément aux articles L. 1142-2 du Code de la Santé Publique et L. 251-1 du Code des Assurances, le présent marché a pour objet de garantir l'Institution nationale des invalides (INI) contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou administrative qu'il peut encourir en raison des dommages subis par les tiers résultant d'atteintes à la personne et survenant dans le cadre d'une activité de prévention, diagnostic ou soins déclarée et que l'établissement est légalement autorisé à réaliser, y compris du fait de ses salariés agissant dans les limites de la mission qui leur est impartie, même s'ils disposent d'une indépendance dans l'exercice de l'art médical, ainsi que des garanties complémentaires qui seront explicitées dans le présent CCTP.

Lot 1 : Responsabilité civile

Ce lot couvrira tous les risques liés à la responsabilité civile de l'établissement, incluant les dommages corporels, dommages matériels et les risques liés aux prestations médicales et hospitalières.

Lot 2 : Cybersécurité

Ce lot couvrira la protection des données personnelles à la cybersécurité aux cyber-attaques et autres incidents informatiques.

1.2 Textes de référence

Cadre législatif : articles L.621-1 à L.622-8 et R.621-1 à R.622-22 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et l'article L.1142-2 du Code de la Santé publique.

Le titulaire doit être en conformité, au jour de la date limite de réception des offres, avec les textes en vigueur (lois, règlements, normes).

En cas de changement de réglementation après la date limite de réception des offres et avant la date de notification, une période complémentaire de mise en conformité peut être accordée au candidat.

Après notification du marché, le titulaire se met en conformité avec toute évolution éventuelle de la réglementation dans des délais tolérés par le législateur et en fournit spontanément la preuve.

1.3 Souscripteur

L'Institution nationale des invalides, établissement public à caractère administratif SIRET N° 180 007 023 00013 - APE N° 8610Z - N° de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 –, dont le siège social est Institution nationale des invalides, 6 boulevard des invalides, CS 70807 - 75700 Paris cedex 07 – France,

Représentée par le Médecin Général Inspecteur Sylvain AUSSET, Directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024.

ARTICLE 2 - INVENTAIRE DES RISQUES

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive des activités de l'INI. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les compétences de l'INI dans ses grandes lignes. Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles.

2.1 Présentation générale de l'Institution nationale des invalides

L'Institution nationale des invalides est un établissement public administratif exerçant une mission de soins (article L621-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre).

Créée en vue de continuer l'œuvre de l'Hôtel royal des Invalides fondée par l'édit d'avril 1674, l'Institution nationale des invalides (INI) est devenue en 1991 un établissement public à caractère administratif sous tutelle du Ministère des Armées. Qualifiée par l'article L.621-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre de « maison des combattants âgés, malades ou blessés au service de la patrie », elle a une triple mission :

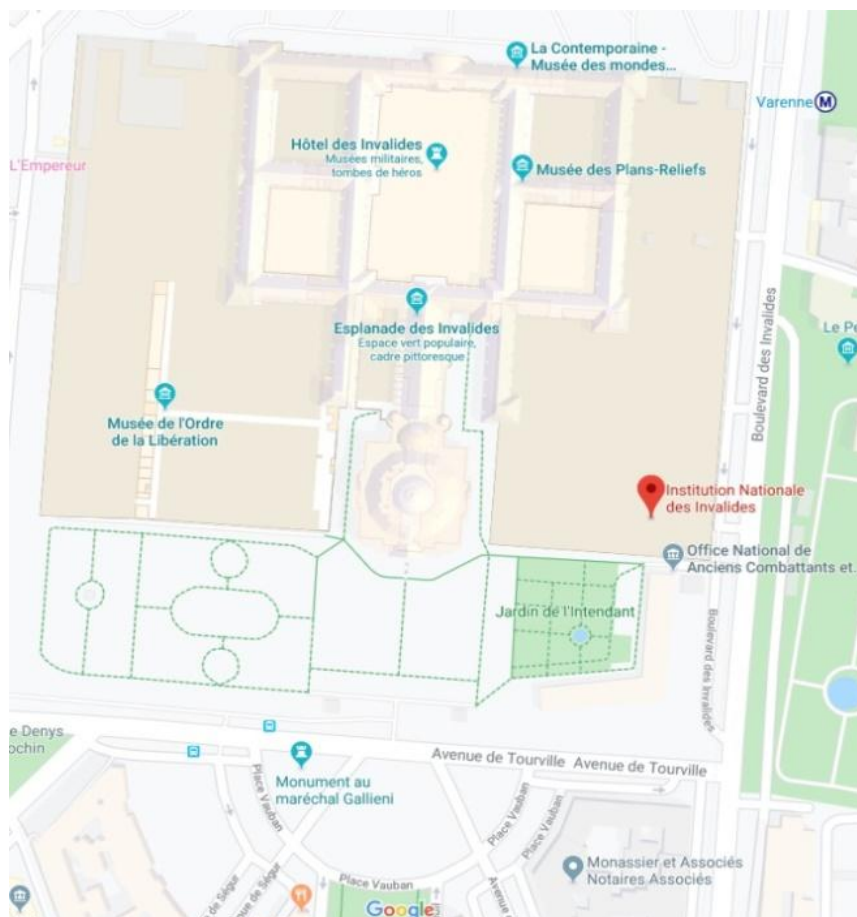
- accueillir dans un centre de pensionnaires, à titre permanent ou temporaire, les invalides bénéficiaires du présent code satisfaisant aux conditions de taux d'invalidité fixées par décret en Conseil d'État ;
- dispenser dans un centre médical des soins en hospitalisation ou en consultation, en vue de la réadaptation fonctionnelle, professionnelle et sociale des patients, et délivrer aux assurés sociaux les soins qui incombent aux établissements de santé, en application de l'article L.6111-1 du code de santé publique ;
- participer aux études et à la recherche en matière d'appareillage des handicapés, sous l'orientation du ministre chargé des anciens combattants et victimes de guerre.

L'établissement est classé ERP de type U de 1^{ère} catégorie ayant des activités annexes de type R de 5^{ème} catégorie.

2.2 Adresses des sites de l'Institution nationale des invalides

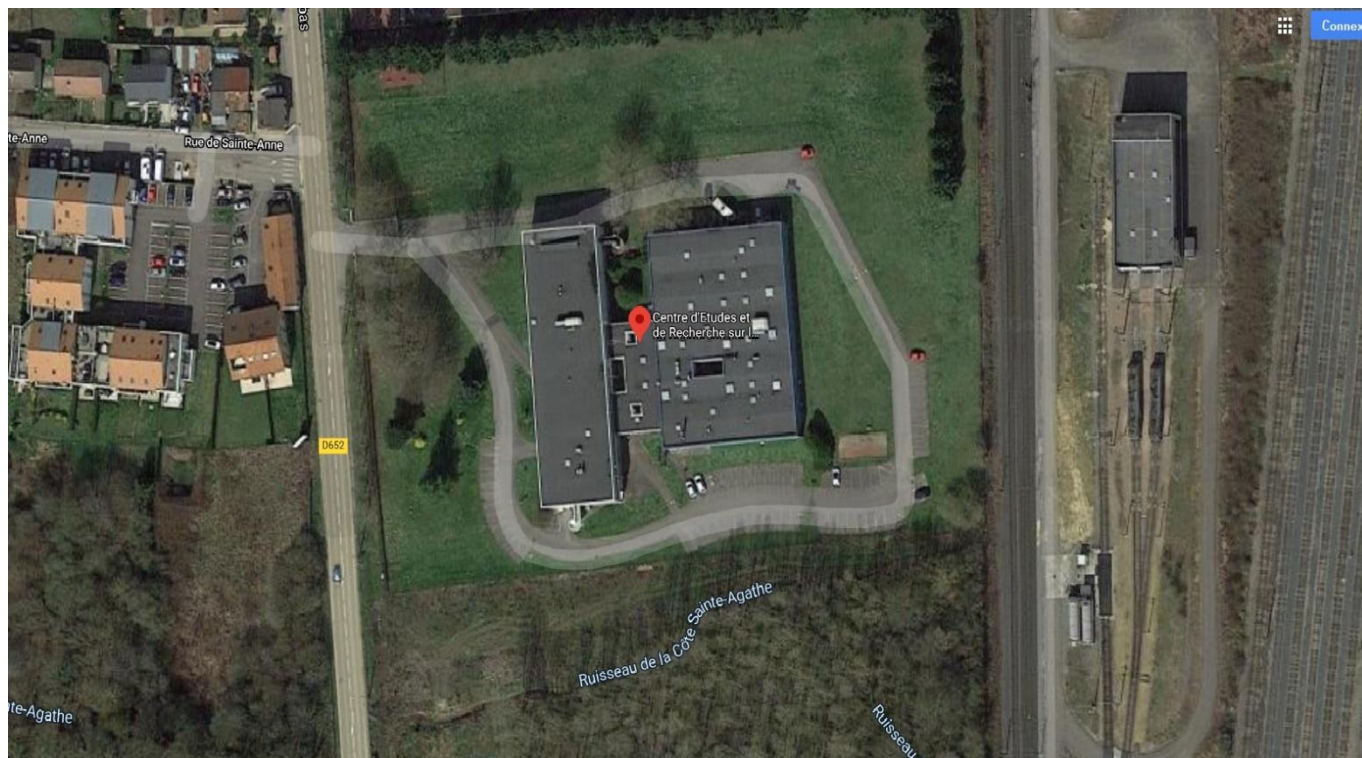
2.2.1 Pour les missions de soins en Ile-de-France

6 boulevard des Invalides
CS 70807
75700 Paris cedex 07



2.2.2 Pour les activités d'appareillages, de recherches et de formations

1 Bellevue
BP 50719
57147 Woippy cedex



2.3 Activités de l'Institution nationale des invalides

2.3.1 *Activités cliniques, paramédicales et médico technique*

Services	Activités
Centre des pensionnaires	Médecine générale
CRPT	Soins de rééducation
SSPO (soins de suite post-opératoire) MPR (médecine physique et de réadaptation) Consultations externes USC (unité sensori-cognitive) et basse vision Réhabilitation psychique	Piscine de balnéothérapie Ergothérapie Orthophonie Appareillage prothétique et orthétique Kinésithérapie Psychomotricité Neuropsychologie Psychologie clinique Unité stress post-traumatique
Imagerie médicale	Radiologie
Chirurgie dentaire et implantologie	
Pharmacie à usage intérieur	
	Acupuncture
	Dermatologie

	Cardiologie, ORL, Ophtalmologie, Néphrologie, Urologie
	Ostéopathie
	Neurologie, neuro – sexologie, neuro-urologie, neuro-orthopédique, neuro-endocrinologie, douleurs

Dans l'exercice de leurs fonctions, les praticiens hospitaliers de l'INI peuvent être amenés à pratiquer, notamment, les actes médicaux suivants :

- bilan urodynamique,
- fibro vésicale,
- biopsie cutanée,
- injection de toxine botulique intramusculaire et vésicale,
- injection intra caverneuse,
- bloc moteur anesthésique.

2.3.2 Activités de recherche

Services	Activités
CERAH (Sites de Paris Woippy)	Recherche appliquée relative aux problématiques liées à la prise en charge, la rééducation et la compensation du handicap pour : <ol style="list-style-type: none"> 1. les personnes amputées de membre(s) inférieur(s) et/ou supérieur(s) ; 2. les personnes utilisatrices d'un fauteuil roulant manuel et électrique.
	Préconisation de produits d'assistance pour personnes handicapées.
	Validations techniques de dispositifs médicaux. Activités de formation par le CERAH (fréquence mensuelle). Test cliniques de laboratoires de matériels destinés aux personnes handicapées. Réception d'usagers pour préconisations d'achat de fauteuil qui sont validées par la Maison du Handicap. Etudes et recherches (matériels et appareillages) avec contribution périodique des personnes handicapées.

2.3.3 Activités de prestations de service exercées à titre subsidiaire en application de l'article L.6145-7 du Code de la santé publique

L'Institution nationale des invalides exerce également, de par ses missions définies aux articles L.621-2 et R.621-13 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, des activités subsidiaires qui ne sont pas des activités de soins, dont notamment les suivantes :

- formation à la conduite de véhicules adaptés (par les ergothérapeutes) ;

- audit et aide à l'adaptation des logements privés des patients (par les ergothérapeutes) ;
- Les sorties de resocialisation encadrées par les ergothérapeutes ;
- La médiation canine ;
- Cuisine thérapeutique ;
- Equithérapie ;
- Animations extérieures et intérieures.

2.3.4 Ressources humaines – Effectifs au 31/12/2024

Filière hospitalière		
Contractuels	Titulaires	Total
57,18	165,62	222,8

Filière administrative		
Contractuels	Titulaires	Total
30,22	48,81	79,03

Filière technique et sociale		
Contractuels	Titulaires	Total
34,22	43,9	78,12

Population globale		
Contractuels	Titulaires	TOTAL
121,62	258,33	379,95

ARTICLE 3 - DEFINITIONS DES GARANTIES

Le présent contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités de toute nature que les assurés pourraient encourir en raison des dommages causés au tiers par ceux-ci.

3.1 Définitions au sens de l'article L.251-2 du Code des assurances

3.1.1 Sinistre

Un sinistre, conformément aux dispositions de l'article L.251-2 relatif à l'assurance de responsabilité civile médicale obligatoire, pour tous les risques mentionnés à l'article L.1142-2 du code de la Santé Publique, est tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, imputable aux activités de l'assuré garanties par le contrat, et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Dans les autres cas, conformément aux dispositions de l'article L.124-1, tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique initiale est assimilé à un fait dommageable unique.

3.1.2 Réclamations

Une réclamation est toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par une victime d'un

dommage ou ses ayants droit, et adressée à l'assuré.

3.1.3 Garanties par année d'assurance

La garantie par année d'assurance est l'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus au cours de la période comprise entre deux échéances annuelles.

3.1.4 Montant par année d'assurance

Le montant des capitaux s'appliquera par sinistre et/ou par année d'assurance, pour l'ensemble des garanties, sans pouvoir être inférieur à 10 000 000 € par sinistre et 20 000 000 € par an, sauf pour la responsabilité civile du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

3.2 Etendue des garanties

Conformément aux dispositions des articles L.1142-2 du Code de la Santé Publique et L.251-1 du Code des Assurances, les garanties sont accordées contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou administrative que peut encourir l'établissement en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteinte à la personne survenant dans le cadre d'une activité de prévention, de diagnostics ou de soins ou d'une activité annexe rendue nécessaire par l'activité principale.

3.2.1 Garanties de base

L'Institution nationale des invalides est garantie contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir à l'égard des tiers à l'occasion de l'exercice de son activité de soins, par référence aux règles du Droit Administratif ou aux dispositions du Code Civil, du fait :

- des agissements de toute personne, rémunérée ou non, participant au fonctionnement de l'établissement ;
- des immeubles, des installations de toute nature, des équipements, du matériel, des produits ou marchandises dont il a la propriété, l'usage ou la garde pour son activité vis-à-vis des hospitalisés et des résidents.

Le contrat garantit conformément aux dispositions de l'article L.251-1 du Code des assurances, les risques liés aux activités de prévention, de diagnostic et de soins visés à l'article L.1142-2 du Code de la santé publique, soit :

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou administrative que l'Institution nationale des invalides peut encourir en raison des dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble des activités de l'établissement ;
- et dans les mêmes conditions, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir le personnel salarié de l'Institution nationale des invalides agissant dans la limite de la mission qui lui est impartie, même s'il dispose d'une indépendance dans l'exercice de son art.

Sont également couvertes les activités de prestations de service exercées à titre subsidiaire par l'Institution nationale des invalides en application de l'article L.6145-7 du Code de la santé publique listées à l'article 2.2.3 du présent CCTP.

Sont entre autres couvertes :

- les activités de secteur listées aux articles 2.2.1 et 2.2.2 du présent CCTP organisées et gérées par l'Institution nationale des invalides, même pour le compte d'un organisme tiers,
- les activités organisées par l'Institution nationale des invalides : sorties collectives, voyage à Lourdes, camps thérapeutiques, missions et déplacements pour le compte de l'établissement,

- la participation de l'Institution nationale des invalides à des actions de coopération visées par l'article L.6134-1 du Code de la santé publique,
- les activités liées à la détention, à l'usage, à des fins médicales, d'appareils et de substances utilisant les radio-isotopes, le radium et ses dérivés et, plus généralement, de toute source radioactive servant aux diagnostics et aux soins,
- les petites chirurgies dermatologiques,
- les erreurs administratives,
- les conséquences pécuniaires des dommages causés à des tiers par le fait des immeubles dont l'établissement est occupant en qualité de locataire, propriétaire, affectataire, ou mis à disposition et du matériel, propriété de l'Institution nationale des invalides, et faisant partie de la dotation non affectée à l'exploitation hospitalière,
- les responsabilités du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans l'établissement selon les dispositions des articles L.1113-1 et suivants du Code de la santé publique.

3.2.2 Garanties étendues

Les garanties sont étendues :

- Aux conséquences de la responsabilité encourue par l'assuré en cas de dommages corporels subis par ses préposés et salariés dans les cas prévus aux articles L.452-1 (faute inexcusable) et L.452-5 (faute intentionnelle) du Code de la Sécurité Sociale.

De la même façon, sera garantie l'indemnisation complémentaire des préjudices corporels, à laquelle un agent, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, est en droit de prétendre en application de la jurisprudence administrative (CE, ass. plén. 4 juillet 2003, Moya-Calville).

- Aux activités des préposés de l'établissement pour des missions effectuées dans le cadre des conventions liant l'établissement à différentes structures, tant hospitalières, médico-sociales, transfusionnelles, aussi bien publiques que privées, auprès desquelles les préposés sont délégués.
- Du fait des immeubles de l'assuré, bâtiments et installations et tous immeubles par destination, quelle que soit leur affectation, pour autant qu'elle participe à l'activité de l'assuré ou figure au budget de l'établissement, en dépense ou en recette. Dans ce dernier cas, il pourra s'agir des biens immobiliers dont l'établissement est propriétaire et donnés en location dans le cadre d'un bail ou d'une convention d'occupation.
- À la responsabilité civile incombant à l'INI du fait des denrées alimentaires, produits fournis ou administrés.
- À la responsabilité personnelle de certains patients ou de personnes participant à une activité thérapeutique particulière et notamment :
 - ✓ Les accueils familiaux thérapeutiques ;
 - ✓ À la responsabilité civile du fait de l'usage et de la circulation des fauteuils roulants et des brancards, manuels ou électriques, dans l'enceinte de l'établissement ou sur la voie publique.
- Aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peuvent encourir les hospitalisés et les pensionnaires de l'INI du fait de leur participation (éventuellement accompagnés par du personnel de l'INI) à des activités sportives de toutes natures.

3.2.3 Dommages corporels

Sont garantis toute atteinte à l'intégrité physique, intellectuelle ou morale d'un individu et les préjudices annexes qui en découlent.

3.2.4 Dommages matériels

Sont garantis tous préjudices consécutifs à la détérioration ou à la destruction matérielle d'un bien pouvant être subis par une personne physique ou morale.

La garantie sera étendue aux dommages matériels subis par l'assuré du fait des agissements des patients et d'une manière générale de toute personne dont il a la garde ainsi qu'aux biens appartenant aux patients.

Seront également couverts les dommages aux véhicules en stationnement sur les parkings dans le périmètre de l'établissement lorsque la responsabilité de l'établissement est engagée.

- Dommages matériels subis par les collaborateurs à l'occasion de leurs fonctions ;

Cette garantie couvre la réparation des dommages matériels accidentels subis pendant leur service par les collaborateurs de l'établissement que le dommage engage ou non la responsabilité de l'établissement.

- Dommages matériels (hors incendie-explosion, dégâts des eaux, bris de glaces) subis par l'établissement assuré du fait des malades ;

La garantie couvre la réparation de dommages accidentels subis par les bâtiments et matériels appartenant à l'établissement, situés dans l'enceinte de l'établissement, du fait des agissements des malades hospitalisés et des consultants externes.

3.2.5 Dommages aux biens des agents et personnels en service

Sont garantis tous préjudices matériels subis par un agent ou un préposé de l'assuré en général, à l'occasion d'un acte de service.

3.2.6 Dommages immatériels

Sont garantis tous préjudices pécuniaires pouvant résulter de la privation de jouissance d'un droit ou d'un service, pouvant être subie par une personne physique ou morale.

Les dommages immatériels peuvent être :

- Soit consécutifs à des dommages corporels ou matériels couverts par le contrat ;
- Soit non consécutifs à des dommages corporels ou matériels.

3.2.7 Dommages aux biens des patients et des résidents

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré dans l'exercice de son activité professionnelle :

- En tant que dépositaire ou gardien, de fait ou de droit, en raison des vols ou disparitions et des dommages matériels, ainsi que des dommages immatériels qui leur sont consécutifs, causés aux biens des personnes hospitalisées, des consultants et des résidents.
- En raison des vols ou disparitions subis par les biens des visiteurs et survenus dans les locaux de l'établissement.

3.2.8 Dommages subis par les bâtiments et le matériel de l'établissement et des autres patients

La garantie s'étend à la réparation des dommages subis par les bâtiments et le matériel de l'établissement assuré et des autres patients du fait des agissements des patients hospitalisés et des consultants externes, à l'exclusion de ceux provoqués par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, ou résultant d'un bris de glaces garanti par le contrat « Dommages aux Biens ».

L'assureur conserve son recours contre l'assureur du tiers responsable.

3.2.9 Responsabilité civile du Maître d'ouvrage

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires des dommages causés aux tiers lorsque l'établissement agit en qualité de maître d'ouvrage. La garantie sera au moins égale à 10 000 000 €.

3.2.10 Responsabilité civile vis-à-vis des hospitalisés et des pensionnaires

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber à l'établissement en raison des dommages subis par les hospitalisés et les pensionnaires effectuant de menues activités dans le cadre d'animations (jardinage, atelier d'ergothérapie, cuisine...).

3.2.11 Protection fonctionnelle des agents

Conformément aux lois du 13 juillet 1983, du 16 décembre 1996 et du 20 avril 2016, l'INI est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. L'INI est tenu de réparer, le cas échéant le préjudice qui en est résulté.

La garantie intègre notamment la prise en charge :

- Leur défense devant toute juridiction pénale pour des faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service,
- Leurs condamnations civiles en cas de poursuites par un tiers pour une faute de service,
- La réparation de leurs dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs à des violences ou des voies de faits,
- Les frais de leur protection en cas de menace, d'injures ou de diffamations commises par un tiers.

Défense pénale : L'assureur s'engage à défendre l'assuré, le directeur de l'établissement et les personnes ayant reçu une délégation de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les agents placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service, lorsqu'ils sont personnellement poursuivis devant une juridiction répressive à l'occasion d'un dommage garanti au titre du contrat « Assurance des Responsabilités Civiles ».

Recours : L'assureur s'engage à réclamer la réparation incombant à un tiers responsable des dommages matériels et immatériels qui en sont la conséquence, subis par l'assuré, et qui ont trait à l'un des risques compris dans les garanties de base ou expressément couverts au titre de l'une des extensions facultatives de garantie.

Sont pris en charge :

Pour l'INI :

- Les frais de défense pénale (frais et honoraires d'avocats, avoués, auxiliaires de justice, experts) lorsque ce dernier est poursuivi pour une infraction pénale, contravention ou délit faisant suite à des dommages garantis ;
- Le frais de recours (frais de constitution de dossiers, d'enquêtes, coût de procès-verbal de police, frais et honoraires d'experts, d'avocats, d'avoués et d'auxiliaires de justice) consécutifs à des dommages accidentels engageant la responsabilité d'un tiers identifié atteignant les biens de l'Etablissement (à l'exclusion des véhicules à moteur).

Pour les collaborateurs de l'INI :

- Les frais de défense pénale (frais et honoraires d'avocats, avoués, auxiliaires de justice, experts) ;
- Lorsque le collaborateur est victime, dans l'exercice de ses fonctions, de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, l'assureur prend en charge les frais de recours (frais de constitution de dossiers, frais d'enquêtes, coût de procès-verbal, frais et honoraires d'avocats, avoués, auxiliaires de justice) à l'encontre de l'auteur des faits.

3.3 Périmètre des garanties

3.3.1 Les assurés

Le souscripteur et plus généralement l'ensemble des personnes physiques ou morales intervenant à l'occasion des activités de soins hospitaliers de l'Institution nationale des invalides.

Sont notamment garantis les représentants légaux, les administrateurs, les membres de direction et le personnel en général dès lors qu'il existe un lien de préposition à quelque titre que ce soit ou une activité susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Dans les mêmes conditions, la garantie est accordée au personnel salarié de l'assuré agissant dans les limites de la mission qu'il lui a été impartie, même si celui-ci dispose d'une indépendance dans l'exercice de l'art médical.

La garantie est étendue aux stagiaires et réservistes rémunérés ou non ainsi qu'aux collaborateurs-bénévoles intervenants à l'Institution nationale des invalides.

Sont également garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par les associations participant de façon exclusive à l'activité de l'établissement (en dehors des activités de prévention, de diagnostic et de soins) et sous réserve qu'elles aient fait l'objet d'une déclaration au contrat.

3.3.2 Centre des assurés

Le centre de pensionnaires de l'Institution nationale des Invalides accueille à titre temporaire ou permanent, en qualité de pensionnaires, des grands invalides bénéficiaires à titre définitif :

- Soit d'une pension militaire d'invalidité de taux au moins égal à 100 % et des dispositions de l'article L.133 1, sans condition d'âge ;
- Soit d'une pension militaire d'invalidité de taux au moins égal à 85 % et des dispositions de l'article L.132 1 ou de l'article L.132 2 et âgés de plus de cinquante ans.

Dans la limite des places disponibles au centre de pensionnaires, l'Institution nationale des invalides peut héberger pour des séjours de courte durée des invalides convoqués à Paris par un service relevant du ministre des tutelles.

A cet effet, est couverte la responsabilité civile des personnes résidant à titre permanent au centre des pensionnaires.

3.3.3 Pensionnaires ou incapables majeurs

Est garantie la responsabilité pouvant être encourue :

- Par les incapables majeurs hébergés ou faisant l'objet d'un traitement ou d'un suivi thérapeutique dans l'établissement et faisant l'objet d'une mesure de protection confiée par un juge à un mandataire judiciaire à la protection des majeurs préposés de l'établissement ;
- Par les accueillant familiaux, employeurs auprès desquels les pensionnaires majeurs sont susceptibles d'être placés ;
- Par les pensionnaires âgés ou handicapés.

3.3.4 Hospitalisés et pensionnaires participant à des activités sportives

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant aux hospitalisés et pensionnaires participant aux activités sportives organisées par l'établissement.

3.3.5 hospitalisés et pensionnaires participant à des activités thérapeutiques, récréatives ou sportives

Le présent marché garantit le versement d'une indemnité forfaitaire à ces patients en cas de dommages corporels accidentels qu'ils seraient susceptibles de subir et n'engageant pas la responsabilité de l'établissement.

3.3.6 Tiers

Toute autre personne que l'assuré, porteuse d'une réclamation amiable ou judiciaire susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Seront considérés comme tiers, les préposés de l'assuré pour les dommages exclus par les régimes sociaux dont ils dépendent, au titre des accidents du travail.

3.3.7 La garantie professionnelle

Sont garanties les différentes activités déclarées susceptibles d'être pratiquées par l'INI, qu'elles relèvent du domaine médical, chirurgical ou social ; du secteur de réhabilitation psychique; du fonctionnement administratif ou encore de la dotation non affectée à l'exploitation hospitalière.

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'établissement du fait des activités liées à la détention, à l'usage, à des fins médicales, d'appareils et de substances utilisant les radio-isotopes, le radium et ses dérivés, et plus généralement de toute source radioactive servant aux diagnostics et aux soins.

3.3.8 La garantie Faute inexcusable / faute intentionnelle - Indemnisation complémentaire des préjudices corporels dont l'origine provient d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle

Le présent marché couvre le remboursement des sommes, telles que détaillées ci-après, mises à la charge de l'établissement en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle subis par un de ses préposés dans les cas prévus aux articles L452-1 et L452-5 du Code de la Sécurité Sociale :

- Faute inexcusable de l'employeur ou d'une personne que le Directeur de l'établissement s'est substitué dans la direction – Article L452-1 du Code de la Sécurité Sociale.

Le contrat garantit le remboursement d'une part des sommes mises à la charge de l'établissement en vertu de l'article L452-2 du Code de la Sécurité Sociale, et d'autre part l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L 452-3 du Code la Sécurité Sociale.

- Faute intentionnelle d'un préposé de l'assuré (article L452-5 du Code de la Sécurité Sociale)

L'Assureur prend en charge l'indemnisation du préjudice complémentaire prévue à l'article L452-5 du Code de la Sécurité Sociale.

- Indemnisation complémentaire des préjudices corporels provenant d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle.

Sont prises en charge les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'encourt l'INI à l'égard de ses agents, victimes d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle, ou de leurs ayants-droits, pour l'indemnisation des préjudices corporels non pris en charge au titre des prestations statutaires.

3.3.9 Des produits livrés

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'établissement en raison des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs, causés par des produits, conditionnés et/ou délivrés par lui à titre onéreux ou gratuit et ce pour une consommation ou une utilisation par des tiers à l'extérieur de l'établissement.

3.3.10 Des activités de services exercées à titre subsidiaire

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue du fait des activités de prestations de services exercées à titre subsidiaire par l'Assuré en application de l'article L6145-7 du CSP.

3.3.11 La garantie des sinistres sériels et catastrophiques

Une garantie complémentaire unique est accordée en cas de sinistre exceptionnel à caractère sériel ou catastrophique, quel que soit le nombre de victimes et d'assurés impliqués.

Conformément aux dispositions de l'article L124-1-1 du Code des Assurances, le sinistre sériel est constitué par un ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré à leur égard, et résultant d'un fait dommageable unique ou d'un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique, imputable à une activité de prévention, de diagnostic ou de soins exercée par l'établissement assuré, couverte par le présent marché et ayant donné lieu à plusieurs réclamations.

Les sinistres catastrophiques sont constitués par l'ensemble des dommages causés à une pluralité de tiers, engageant la responsabilité de l'établissement à leur égard, couverts par le contrat et survenus à l'occasion de l'exploitation de l'établissement, et résultant notamment de l'un des événements suivants :

- action du feu, de l'eau, des gaz et de l'électricité dans toutes leurs manifestations ainsi que d'explosions,
- effondrements d'ouvrages ou de construction,
- effondrements, glissements et affaissements de terrains,
- intoxications alimentaires.

3.3.12 La garantie responsabilité civile – atteinte à l'environnement

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l'Etablissement en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs subis par les tiers lorsque ces dommages résultent d'une atteinte accidentelle à l'environnement, c'est-à-dire concomitante

à l'évènement soudain et imprévu qui l'a provoquée et qui ne se réalise pas de façon lente ou progressive :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

3.3.13 La garantie « frais de rappel des malades »

Si se révèle un risque grave et anormal pour la santé d'une ou plusieurs personnes dans les suites d'un évènement fortuit ayant affecté la réalisation d'un acte de prévention, de diagnostic ou de soins réalisé par l'Etablissement, seront pris en charge les frais mis en œuvre par l'établissement pour procéder à la recherche et au rappel des personnes exposées (décisions et mesures prises en application des dispositions de l'article L1111-2 du Code de la Santé Publique ou suite à une mise en demeure émanant d'une autorité compétente en vertu de l'article L1413-13 du Code de la Santé Publique).

Sont couverts :

- Les frais de communication et d'annonce de l'opération de rappel,
- Les frais générés par la procédure de rappel des personnes concernées ,
- Les frais exposés pour la réalisation des examens nécessaires pour déterminer si ces personnes sont concernées par le risque identifié, et les frais d'hospitalisation s'y rapportant,
- Les frais nécessités par le remplacement des dispositifs médicaux ou des produits de santé lorsque ces derniers sont en cause et dans la mesure où ils ne font pas partie du préjudice corporel du malade.

3.3.14 La garantie « responsabilité civile locative temporaire »

Sont couverts les dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'un incendie, d'une explosion ou de l'action de l'eau, atteignant les biens immobiliers mis temporairement à disposition de l'établissement pour le déroulement de son activité et les biens mobiliers qu'ils contiennent, et engageant sa responsabilité à l'égard du propriétaire, des voisins et des tiers.

Pour l'application de la présente garantie, on entend par occupation temporaire des locaux, une occupation n'excédant pas 30 jours consécutifs.

S'il existe une renonciation à recours, consentie dans le bail par le propriétaire ou si cette renonciation à recours est explicitement précisée dans le contrat d'assurance couvrant le propriétaire, l'Assureur sera relevé de sa garantie.

3.3.15 Biens confiés

Les biens confiés sont tous les biens meubles, matériel biomédical et biomatériaux (notamment les prothèses) mis à disposition et dont l'assuré a la garde et l'usage à l'occasion de ses activités. Cette garantie est étendue aux équipements et dispositifs vendus à l'établissement avec clause de réserve de propriété.

Les biens mobiliers appartenant aux co-contractants des assurés ou à d'autres tiers et qui leur sont confiés dans le cadre de l'exécution d'une prestation, y compris les vêtements et véhicules des préposés et visiteurs stationnés dans l'enceinte des établissements.

Ces biens confiés peuvent se trouver dans les locaux des assurés, sur chantiers extérieurs ou tous autres lieux. Est seule considérée comme bien confié la partie du bien directement exposée aux risques ou

utilisée, uniquement lorsque le dommage résulte des prestations effectuées ou de l'utilisation et seulement pendant le temps où les assurés effectuent la prestation ou utilisent le bien.

ARTICLE 4 - CYBER RISQUES (LOT 2)

4.1 Définitions contractuelles

4.1.1 Acte de malveillance informatique

C'est le fait d'accéder ou de se maintenir frauduleusement dans un système informatique, ou le fait de supprimer, d'introduire ou de modifier frauduleusement des données dans un système informatique, ou encore le fait d'entraver, d'altérer ou de fausser frauduleusement le fonctionnement d'un système informatique (articles 323.1 à 323.7 du Code pénal). Font partie de la malveillance informatique l'attaque par déni de service, ainsi que toute infection informatique de type virus, cheval de Troie, bombe logique... introduites clandestinement ou accidentellement dans le système informatique.

4.1.2 Intrusion du réseau

L'intrusion réseau est constituée par l'un des événements suivants :

- L'accès et/ou l'utilisation non autorisés, réels ou supposés, d'un système informatique détenu ou contrôlé par l'assuré ou dont l'assuré est responsable.
- L'accès non autorisé, réel ou supposé, au système informatique en cause entraînant une atteinte aux données ou une atteinte médiatique.
- L'infection dudit système informatique par un logiciel malveillant ou la transmission d'un tel logiciel malveillant audit système informatique ou depuis celui-ci.
- Une attaque par déni de service.
- Des attaques informatiques de type « dévoiement » (pharming), hameçonnage (phishing).
- Une série d'intrusions réseaux continues ou des intrusions liées, répétées ou semblables sont considérées comme un seul et unique fait dommageable, réputé avoir eu lieu au moment de la première intrusion.

4.1.3 Logiciel malveillant

Tout code informatique non autorisé ou de nature à créer des altérations ou des nuisances et qui est conçu pour pénétrer un système informatique et pour se propager d'un système informatique à un autre.

4.1.4 Hameçonnage (Phishing)

L'hameçonnage est un type de cyber attaque dont l'objet est d'imiter la charte graphique du souscripteur dans le but de récupérer des informations importantes par le biais de la victime.

4.1.5 Cryptolocker (Ransomware)

Le cryptolocker est un type de cyber attaque qui consiste à crypter les données de la victime à travers l'utilisation d'un logiciel malveillant afin de pouvoir demander une rançon à la victime.

4.1.6 Déni de service

Attaque délibérée de hackers (pirates informatiques) à l'encontre d'un site internet, par la transmission volontaire d'un volume excessif de données, provoquant l'indisponibilité du site internet du fait de sa

saturation de capacité. L'attaque par déni de service est un cas particulier d'acte de malveillance informatique.

4.1.7 Interruption de service malveillante

Toute coupure électrique ou toute interruption dans les moyens de télécommunication affectant l'installation de l'Assuré, ou les réseaux le reliant aux fournisseurs du fait d'un acte malveillant.

4.1.8 Erreur humaine

Erreur ayant pour origine une maladresse, une négligence, une erreur de manipulation, de paramétrage, une entrée de commande erronée, un lancement de programme inadéquat, et ayant pour effet la perte ou l'altération des données ou informations assurées.

4.1.9 Effets du courant

Effets du courant, de phénomènes électriques, d'un champ magnétique conduisant à la perte ou l'altération des données informatiques de l'Assuré (exemple : décharge électrostatique, effets de la foudre, perturbation électromagnétique, surtension, sous-tension, panne de courant, disjonction ou coupure brutale du courant...).

4.1.10 Atteinte à la protection des données personnelles*

Non-respect avéré de la Règlementation sur la protection des données personnelles. Ce non-respect doit avoir été commis involontairement par l'Assuré ou par les prestataires, fournisseurs ou sous-traitants tiers auxquels il a recouru pour le transfert de données et traitements, ou l'hébergement de son site internet, et doit faire suite à la divulgation non autorisée (au sens de la Règlementation précitée) de Données personnelles de ses clients.

***Donnée personnelle :** Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, Modifié par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 constitue une donnée personnelle ou à caractère personnel toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

4.1.11 Cyber-extorsion de fonds

Tentative d'un tiers d'extorquer une somme d'argent (rançon) après avoir commis un acte de malveillance sur le Système informatique de l'Assuré.

4.1.12 Cyber-détournement de fonds

Introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but de dérober, des fonds ou valeurs. L'acte de détournement peut avoir été perpétré par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

4.1.13 Extorsion

Infraction, prévue à l'article 312-1 du Code Pénal français ou son équivalent dans toute législation étrangère applicable, dont est victime un assuré de la part d'un tiers ayant effectivement réalisé, ou menaçant de façon crédible, de réaliser une intrusion réseau, une atteinte aux données ou une atteinte médiatique.

4.1.14 Pénalités règlementaires

Les amendes et pénalités civiles, dès lors qu'elles sont légalement assurables, émises par une autorité administrative, règlementaire ou gouvernementale et consécutives à une enquête menée par ces autorités à la suite d'une atteinte aux données.

4.1.15 Perte d'exploitation

La somme des montants que représentent la diminution du résultat net avant impôt et des frais opérationnels subis par l'assuré, au cours de la période de remise en état des systèmes, à la suite de l'impossibilité effective, provoquée ou imposée par une intrusion réseau, d'utiliser un système informatique détenu ou contrôlé par l'assuré ou dont il est responsable.

4.1.16 Frais de notification

Frais engagés rendus nécessaires pour l'identification des personnes physiques et des autorités auxquelles la violation de données personnelles devra être notifiée.

4.1.17 Frais supplémentaires d'exploitation

Frais engagés pour la mise en œuvre de mesures correctives permettant d'éviter, de limiter et de reprendre le plus rapidement possible les activités professionnelles.

4.2 Événements assurés

4.2.1 Atteintes aux informations

Sont garantis les frais et pertes résultant d'une Atteinte aux informations et ayant pour origine :

- Un acte de malveillance informatique (dont virus et déni de service).

En complément des événements garantis précités, sont garantis les frais ci-après définis résultant d'une Atteinte aux informations non consécutive à un dommage matériel et ayant pour origine :

- Une erreur humaine commise par imprudence ou négligence
- Une interruption de service suite à erreur humaine sur l'installation du fournisseur d'électricité ou de télécommunication
- Les effets du courant

4.2.2 Atteinte à la protection des données personnelles

Sont garantis les frais et pertes ci-après définis résultant d'une atteinte à la protection des données personnelles c'est à dire la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données personnelles et ayant pour origine :

- Un acte de malveillance informatique,
- Une erreur humaine commise par imprudence ou négligence.

4.2.3 Espionnage économique

Sont garantis les frais et pertes résultant l'introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but d'y dérober, ou de copier, des données ou informations sensibles de l'entreprise afin d'être exploitées ou revendues. La malveillance pourra avoir été perpétré par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

4.2.4 Atteinte médiatique

Sont garantis les frais et pertes subis par un tiers ou l'assuré, directement ou indirectement liés à une divulgation ou diffusion illégale d'informations via un média détenu ou contrôlé par l'assuré ou concernant des informations dont l'assuré assume la responsabilité. La divulgation ou la diffusion peut résulter ou non d'une atteinte aux données ou d'une intrusion réseau.

Sont ainsi garantis les dommages causés par :

- Une diffamation, y compris les calomnies et déclarations mensongères,
- Une atteinte à la protection de la vie privée,
- Une atteinte aux droits à l'image.

4.2.5 Détournement de fonds et tentative d'extorsion de fonds

Seront garantis les frais et pertes consécutives à une introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but de dérober, des fonds, y compris une demande de rançon. Le détournement peut avoir été perpétré par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

4.2.6 Communication et gestion de crise

Seront garanties les frais et honoraires de spécialistes en communication de crise rendus nécessaires pour la gestion de la communication externe et interne à l'assuré en vue de limiter l'impact d'un sinistre sur la réputation.

4.2.7 Perte d'exploitation

Seront garantis les pertes de marge brute d'exploitation subie directement subie par l'interruption des activités professionnelles et consécutives à la survenance d'un sinistre garanti.

4.2.8 Frais de notification

Seront garantis les frais engagés permettant de procéder :

- À l'identification de la nature et de la portée de vos obligations légales ou réglementaires de notification ;
- À l'identification des personnes physiques et des autorités nationales auxquelles la violation de données personnelles constatée devra être notifiée ;
- À la notification de la violation de données personnelles constatée aux personnes physiques concernées et aux autorités administratives ou gouvernementales compétentes conformément à vos obligations légales ou réglementaires.

NOTA : Le montant de la garantie concernant la cybersécurité est de 1 000 000 euros (€) TTC.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

5.1 Garanties dans le temps

Le présent article reproduit aux paragraphes 3.4.1, 3.4.2, 3.4.3, 3.4.4 ci-après les dispositions du 4° alinéa de l'article L.124-5 du Code des assurances conformément à l'obligation faite à l'assureur.

5.1.1 Conditions de garantie en cours de validité du contrat et garantie subséquentes

La garantie du présent contrat est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation lui est adressée ou est adressée à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de cinq (5) ans à compter de sa date de résiliation ou d'expiration quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

5.2 Confidentialité

L'assureur traitera de façon confidentielle les informations fournies par le souscripteur dans le cadre de la police et de tout sinistre y afférent. L'assureur ne communiquera à aucun tiers ces informations sans avoir préalablement obtenu l'accord du souscripteur. Toutefois l'assureur pourra être autorisé après accord de l'assuré à divulguer les informations confidentielles :

- Aux experts sinistres impliqués dans la gestion de la police, aux membres de son personnel, à ses représentants, réassureurs et conseillers professionnels, ainsi qu'à ceux de son groupe de sociétés.
- Que la loi, la réglementation applicable ou une décision de justice obligerait à communiquer.
- À tout tribunal, organisme de médiation ou d'arbitrage auquel serait référé toute affaire relative à la police ou à sa réassurance.

5.3 Loi applicable et tribunaux compétents

Le présent contrat est soumis au droit français.

Tout litige relatif à l'application du présent contrat sera obligatoirement du ressort exclusif des tribunaux français.

5.4 Modification du risque

5.4.1 Acquisition et/ou création de nouveaux assurés

La garantie est automatiquement étendue à toute personne morale qui, pendant la période de garantie acquière la qualité d'assuré.

5.4.2 Cession

Dans l'hypothèse où une personne morale cesse d'avoir la qualité d'assuré en cours de période de garantie, la garantie lui reste acquise pour les réclamations portant sur des fautes commises antérieurement à la date de cession pendant la période de validité du contrat et au-delà, pendant la garantie subséquente.

5.4.3 Fusion absorption du souscripteur

Le présent contrat est automatiquement résilié à l'issue de la période de garantie au cours de laquelle est intervenue une fusion absorption entraînant la disparition du souscripteur au bénéfice d'une personne morale autre qu'un assuré, sauf demande expresse du souscripteur.

5.5 Condition de garantie dans le temps

5.5.1 Sinistres liés à un acte de prévention, de diagnostic ou de soins (article L.251-2 du Code des assurances)

L'INI sera assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres pour lesquels la première demande de réparation est formée pendant la période de validité du contrat.

Seront également garantis les sinistres dont la première demande de réparation est formulée pendant un délai de 5 ans à partir de la fin de la garantie dès lors que le fait dommageable est survenu pendant la période de validité du contrat.

5.5.2 Sinistres ne relevant pas d'un acte de prévention, de diagnostic ou de soins

La garantie sera déclenchée par la première demande de réparation conformément aux dispositions de l'article L.124-5 du Code des assurances.

Elle s'appliquera dès lors que le fait dommageable est survenu durant la période couverte par le présent marché et que la première demande de réparation est adressée au titulaire du marché entre la prise d'effet du contrat et l'exploitation d'un délai subséquent de 5 ans à compter de la fin du contrat.

ARTICLE 6 - EXCLUSIONS

Les exclusions contenues dans les offres figurent au nombre des critères de sélection.

Par conséquent, il appartient aux assureurs de respecter l'esprit et l'amplitude des définitions de garanties en limitant au minimum les exclusions concernant l'application des garanties. Elles devront impérativement être indiquées en réserves dans le cadre prévu à cet effet dans l'annexe de prix.

ARTICLE 7 - CHAMPS D'APPLICATION

Le contrat qui découle des dispositions citées ci-dessus s'applique aux seules activités de l'Institution nationale des Invalides.

ARTICLE 8 - LISTE DES ANNEXES AU CCTP

Deux (2) documents sont annexés au présent CCTP n°2025_07 :

- Annexe n°2 : Liste des marchés de travaux en cours ;
- Annexe n°3 : Rapport d'activité de l'INI.